

INTRODUCTION

Au printemps de 1951, la guerre froide est entrée dans sa phase la plus glaciale et la plus dangereuse. Les perspectives de guerre étaient aussi immédiates qu'effrayantes. L'apparente volonté manifestée par l'Union soviétique d'appuyer l'intervention de la Chine en Corée a convaincu les observateurs canadiens que Moscou était prête à risquer une «troisième guerre mondiale» pour atteindre ses objectifs territoriaux et stratégiques. Malgré ses efforts de réarmement, l'Alliance nord-atlantique demeurait dangereusement faible. L'Armée rouge, selon les estimations des fonctionnaires canadiens, était en mesure d'«occuper l'Europe de l'Ouest jusqu'aux Pyrénées en trois mois». Une avance communiste contre l'ensemble de l'Asie du Sud-Est — en passant par l'Indochine, la Birmanie, la Malaisie et l'Indonésie jusqu'en Inde et au Pakistan — était considérée une «possibilité imminente». La Perse (l'Iran) et le Moyen-Orient étaient également menacés. «Bref, avertissait un mémoire au Cabinet en décembre 1950, les récents succès des communistes mettent à jour la sombre possibilité qu'au cours d'une guerre généralisée ou encore à la suite d'une attrition à la pièce, l'ensemble de l'Asie et de l'Europe, exception faite du Royaume-Uni, de l'Espagne et du Portugal, ne tombe rapidement sous la domination soviétique»¹. Inévitablement, ces circonstances ont eu de profondes répercussions sur la politique étrangère du Canada en 1951. Elles ont étayé le désir d'Ottawa de tempérer le comportement des Américains en Asie tout en incitant le Canada à déployer davantage d'efforts pour prévenir la guerre en Europe de l'Ouest et dans l'Atlantique Nord.

Au début de l'année, Ottawa portait une attention particulière à la crise en Corée, où la détermination croissante de Washington de voir les Nations unies qualifier la Chine d'agresseur menaçait de transformer une action policière restreinte en une guerre tous azimuts. Lester B. Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, retourna à New York au début de janvier et redoubla d'efforts pour qu'intervienne un cessez-le-feu entre la Chine et les Nations unies (documents 19 à 78). Par ailleurs, le premier ministre Louis Saint-Laurent, qui rencontra à Londres ses collègues du Commonwealth, mit les bouchées doubles pour garantir que l'Inde et ses amis non alignés continuent d'appuyer l'Occident au cas où il s'avérerait impossible de négocier une trêve (documents 525 à 540). Ces documents, qui témoignent des sentiments d'urgence et d'inquiétude qui ont saisi les décideurs canadiens au cours des quelques premiers mois de l'année, nous donnent un aperçu aussi rare que fascinant de la poursuite par Saint-Laurent et Pearson d'objectifs diplomatiques semblables de part et d'autre de l'Atlantique.

Pourtant, ces efforts auront finalement été vains. L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, au début de février 1951, une résolution américaine qui qualifiait la Chine d'agresseur. Ce geste, qui aura eu pour effet d'exclure la Chine de l'organisation internationale durant deux décennies, allait mettre à l'épreuve l'ingéniosité des générations successives de décideurs canadiens dans leur quête de moyens toujours plus subtils pour sortir la Chine de son isolement (document 949). Bien que le Canada ait appuyé la résolution des Nations unies, il l'a fait à

¹ Cité dans Greg Donaghy (dir.), *Documents relatifs aux Relations extérieures du Canada*, vol. 16, Ottawa, 1996, p. 1160.